|  |  |
| --- | --- |
| **C:\Users\Utilisateur\Desktop\SEB\Documents de support\Logo LE FORUM.PNG** | **Un événement organisé par Le Forum - Bruxelles contre les inégalités en partenariat avec :** Accueil Prévention Protection Urgence Insertion Sociale (APPUIS - Mulhouse), Conseil Bruxellois de Coordination Sociopolitique (CBCS), Fédération bruxelloise francophone des institutions pour toxicomanes (Fédito), Fédération des maisons d’accueil et des services d’aide aux sans-abri (AMA), Fédération des Services Sociaux (FdSS), Les Foyers d’A ccueil, Infirmiers de rue, Institut Supérieur Social de Mulhouse (ISSM), Ligue Bruxelloise Francophone pour la Santé Mentale (LBFSM), Projet Lama, Santé Mentale et Exclusion Sociale - Belgique (Smes - B), La Strada. |

**Laboratoire de l’intervention sociale**

**Accessibilité / Non-recours / Innovation**

**Bruxelles, du 16 au 20 octobre 2017**

**LISTE DES PARTICIPANTS A L’ATELIER**

**>Valéry BOHRER (France)**

Issu du monde de l’industrie, Valéry BOHRER est membre bénévole du mouvement ATD Quart Monde depuis 2009. Depuis 4 ans, il coordonne des actions partenariales avec divers acteurs locaux (associations, écoles, Institutions) et contribue à faire reconnaitre les citoyens vivant des situations de précarité comme partenaires sociaux. Cet engagement se fonde sur un travail de co-construction et d’expertise partagée : connaître avec, pour agir ensemble (santé, caisse d’allocations familiales, découverts bancaires). Partenaire de projets tels le Théâtre législatif (non-recours santé et RSA), ces actions ont pour objectif de déterminer les niveaux pertinents d’intervention et de responsabilité. Coordinateur de groupes de travail pour l’édition d’un guide pour personnes en difficulté, de jardins partagés, du dispositif « territoires zéro chômeur de longue durée ». Valéry BOHRER facilite les échanges et les croisements de savoirs entre des travailleurs sociaux et des personnes en difficultés sociales. Le moteur à ses engagements : se donner le pouvoir d’être créatif, participer à des décloisonnements sociaux.

**>Caroline BURGY (France)**

Formatrice en travail social, Caroline Burgy anime et coordonne depuis 15 ans des actions de formation avec des étudiants et des professionnels de l’action sanitaire et sociale. Ses domaines de prédilection sont l’analyse des pratiques, l’enfance et la parentalité, le théâtre législatif. Egalement animatrice d’ateliers d’écriture, elle mène des projets dans ce domaine à la demande d’associations avec des publics en difficultés sociales, des parents d’enfants en situation de handicap. Edition de différents supports (témoignages ou livret d’accueil) participant à la valorisation de la démarche.

**>Sébastien CASTELLS (France)**

Comédien et Educateur Spécialisé de formation, Sébastien Castells est aujourd’hui le responsable de l'association Le Lieu dont il est l’un des membres fondateurs. Le Lieu accompagne des mineurs aux parcours complexes, jeunes dits "incasables" ainsi que leur famille. Aux côtés d'un conseil d'administration créatif et engagé, Sébastien Castells est le garant des valeurs et des approches éducatives innovantes de sa structure. La rencontre avec le public est basée sur le PACTE (le jeune n'a pas besoin de faire la preuve qu'il mérite un accompagnement, tout commence ICI et MAIN-TENANT). Au sein du Lieu, comme dans ses ateliers auprès de différents publics : enfants, étudiants du travail social, professionnels, personnes accompagnées par des établissements médico-sociaux, l'expression artistique dans une dimension collective est au cœur de ses interventions. Il entend avec le Théâtre de l'Opprimé d'Augusto Boal favoriser auprès des publics l'émergence des potentiels et leur exploitation, permettre l'épanouissement en favorisant le développement de leur pouvoir d'agir. Sébastien Castells se fera également le porte-parole d'un groupe de travail de la Fondation Abbé Pierre qui travaille depuis plusieurs années sur la question du logement d'abord pour les publics les plus fragilisés.  **>Pauline DESCHAMPS (France)**

Assistante sociale en milieu associatif, sur le terrain depuis maintenant 10 ans, Pauline Deschamps a appris son métier au travers de diverses expériences d’accompagnement dites « bas seuil d’exigences » et des riches apports transmis par les personnes rencontrées. Elle s’est spécialisée plus particulièrement dans le champ des addictions et de la réduction des risques liés à l’usage de drogues, et autour de la question du logement, au travers de différents types de dispositifs : appartements thérapeutiques relais, dispositif logi-jeune, et aujourd’hui dispositif d’hébergement d’urgence départemental au sein de l’association APPUIS. Ce qui la porte ? L’engagement, le respect des libertés et des différences et l’idée que rien n’est figé, tout évolue, et nous avec…

**>Raymond KOHLER (France)**

Comptable et Éducateur Spécialisé de formation, Raymond Kohler est diplômé de l'EHESP (Ecole des hautes études en santé publique) et dirige un pôle d'établissements comprenant le service intégré d'accueil et d'orientation, le service de téléphonie sociale 115, des centres d'hébergement et de réinsertion sociale œuvrant dans le champ de l'action sociale et de la lutte contre les exclusions tant sur le plan de l'urgence que de l'insertion. Par ailleurs, il est administrateur de plusieurs fédérations nationales, la fédération des acteurs de la solidarité, France victimes et citoyens justice. Il est également administrateur d'associations d'action sociale sur Mulhouse. Il a déployé différents projets : des services d'aide aux victimes, de médiations pénales, de lutte contre la radicalisation, de réinsertion pour les personnes incarcérées, de réinsertion pour les longues peines. Les services d'urgence sociale sont au centre de ses engagements. Une conviction : la paix et la justice sociale dans un monde plus solidaire et fraternel.

**>Laurent KONOPINSKI (France)**

Psychologue clinicien de formation, Laurent Konopinski a exercé pendant dix-huit années en qualité de psychologue et de directeur dans le champ des addictions et de la prévention des conduites à risque liées notamment au VIH, aux questions de genre et de sexualités en lien avec le mouvement féministe à Mulhouse. Il a monté de nombreuses actions de terrain dont une action d'intervention précoce permettant de réduire ou de lever les freins de santé en lien avec le projet d'insertion sociale et professionnelle de personnes sans emploi. En juin 2014, Laurent Konopinski a pris la direction générale de l'association APPUIS qui propose de nombreuses réponses à des publics en situation de pauvreté et/ou de précarité sur l'ensemble du département du Haut-Rhin. Il s'inscrit dans une vision de réforme du travail social visant à amener les professionnels à quitter une posture centrée sur les difficultés des personnes au profit d’un travail de partenariat davantage tourné vers la mobilisation des forces et des compétences. Laurent Konopinski est l’auteur de plusieurs publications et a participé à un écrit collectif sur réseaux et qualité en santé. Plus récemment, dans la revue FORUM, il a publié un article sur le bilan de compétences personnelles comme outil opérationnel d'une approche positive du travail social.

**>Thibaut LUDWIG (France)**

Thibaut Ludwig est chef de service du Pôle Insertion Départemental (Hébergement) d'APPUIS depuis novembre 2016. Ceci après  10 années passées à exercer des fonctions d'encadrement dans plusieurs centres d'hébergement mais également dans des établissements de protection de l'enfance. Educateur Spécialisé de formation, Thibaut Ludwig a tout d’abord été travailleur de rue en prévention spécialisée. Il est formé à la démarche projet et diplômé du CAFERUIS (Certificat d’Aptitude aux Fonctions d’Encadrement et de Responsable d’Unité d’Intervention Sociale). Il a contribué au développement de différentes actions à visées innovantes tout au long de son parcours.

**>Samia MAHALAINE (France)**

Educatrice Spécialisée de formation, Samia Mahalaine coordonne le dispositif jeunesse CESA (Croire En Son Avenir) au sein du Centre d’Hébergement et de Réinsertion Sociale APPUIS. Sa mission consiste à accueillir, héberger et proposer un accompagnement social aux jeunes adultes âgés de 18 à 25 ans en situation de grande précarité. Ses stratégies d’actions visent l’accompagnement sur la base du projet individuel et collectif en vue de favoriser le développement de l’ autonomie du jeune mais également ses compétences psychosociales. Au cœur de ses principes d’intervention : l’empowerment, la conscientisation et le non-jugement.

**>Delphine MALKA (France)**

Assistante de service social de formation initiale, Delphine Malka travaille à l’Institut Supérieur Social de Mulhouse depuis 13 ans. Elle élabore et coordonne des formations continues dans les secteurs éducatif, social et médico-social. Elle accompagne plus spécifiquement les professionnels des domaines de la protection de l’enfance et du vieillissement lors de formations qualifiantes (Diplômes d’Etat) et continues.

**>Christophe MARCHAL (France)**

Coordinateur de l’hébergement d’urgence départemental de l’association APPUIS depuis octobre 2015, Christophe Marchal est Educateur Spécialisé de formation et est titulaire d’une licence professionnelle de ʺmanagement des organisationsʺ. Tout d’abord éducateur non diplômé dans le champ de la protection de l’enfance, il a ensuite été travailleur social en CHRS (centre d’hébergement et de réinsertion sociale) durant 10 ans.

**>Anne Marie MASTICARD (France)**

Animatrice pour enfants et responsable de centres de loisirs et périscolaire pendant 20 ans, Anne Marie Masticard a été mise en invalidité pour raisons de santé. Depuis, elle est investie dans le bénévolat. En 2016, elle a participé à un contrat social multipartie. Avec d'autres partenaires auteurs de ce contrat, ils ont créé l'association "La Source du Florival" qui a pour but de briser l'isolement, en particulier des personnes en handicap psychique. Anne Marie est présidente de cette association devenue depuis peu un GEM (Groupe d'Entraide Mutuelle). Anne Marie Masticard participe également au Conseil local de la santé mentale de Guebwiller et à des audits intra et extra hospitaliers du CHU de Rouffach dans le cadre des droits des patients. Enfin, elle est bénévole au sein d’APPUIS et s’occupe d’animation auprès des enfants du CHRS (Centre d’hébergement et de réinsertion sociale) de Mulhouse.

**>Lydia MEYER (France)**

Juriste de formation, Lydia Meyer occupe depuis plus de 10 ans le poste de Directrice Adjointe de l’Action Sociale de la Ville de Mulhouse. Elle a participé à la genèse des démarches de coresponsabilité mises en place par la Ville de Mulhouse en 2005 fondées sur les notions de bien–être et de mal-être. Elle a coordonné l’une des actions emblématiques de cette démarche en direction des personnes en situation de précarité qui repose sur le postulat selon lequel une approche de la précarité sous l’angle de la compétence de chacun plutôt que sous celui des problématiques rencontrées est génératrice de davantage de bienfaits. Lydia MEYER travaille également à l’amélioration de l’accès aux droits et aux soins par le biais de démarches participatives innovantes (Droits et Pauvreté) aux croisées des compétences de chacun (personnes ayant l’expérience de la précarité, associations, institutions…).

**>Rita MIRITELLO (France)**

Formée dans une école milanaise de psycho-socio-analyse, Rita Miritello travaille depuis de nombreuses années dans le domaine de la psychologie et du social. Elle s’est particulièrement intéressée aux thématiques de la dépression, rétablissement, empowerment et réinsertion sociale. Elle a ainsi travaillé pour plusieurs organismes de Milan en tant que formatrice et animatrice de groupes de parole tout en étant coach et psychotherapeute. Egalement intéressée par les disciplines intégrant le corps et le mental, elle est devenue sophrologue. Depuis quelques mois, elle accompagne en tant que psychologue l’équipe du Pole Santé Sociale de l’association APPUIS. Elle met également en place des projets de Bilan de Compétences et intervient à la prison de Mulhouse dans le dispositif LEDAV (Lieu d’Ecoute Départemental pour Auteurs de Violences) qui a le mérite de prendre en compte le point de vue des auteurs de violence. Son credo : “vu de tout près, personne n’est normal”.

**>Manuella NGNAFEU (France)**

Assistante sociale de formation, Manuella Ngnafeu est directrice du Pôle Insertion Départemental de l'association APPUIS. Elle se porte garante du pilotage, de la bonne organisation et de l’animation des établissements sociaux. Elle y met en œuvre la politique associative au sein du pôle et veille à ce que l’intérêt supérieur des personnes accompagnées soient au cœur de la feuille de route des équipes professionnelles. Doctorante en Sciences de l'Education par ailleurs, Manuella Ngnafeu mène actuellement une recherche sur les principes d'éducation communautaire en Pays Bamiléké à l'Ouest du Cameroun, en tant que ressource éducative dans le cadre de la protection de l'enfance en France. Manuella Ngafeu est également présidente et co-fondatrice  de l'association Le Lieu qui accueille des mineurs confiés par les services de l'Aide Sociale à l'Enfance et intervenante en centre de formation en travail social. Différentes notions sont au cœur de ses engagements : le désir fort de transformation sociale, l'empowerment, l'action communautaire, le développement du pouvoir d'agir, la promotion de la Liberté.

**>Astrid NÖEL (France)**

Militante depuis 33 ans, Astrid Noël s’est engagée auprès des personnes démunies suite à la perte de son emploi. Elle a alors épousé la cause des personnes en situation de précarité pour veiller à préserver la dignité de tous et promouvoir la non-discrimination. Engagée dans le Mouvement National des Chômeurs et des Précaires (MNCP), puis d’ATD Quart Monde, elle s’efforce d’être au plus près des besoins des personnes en difficulté et de porter leurs paroles auprès de différentes instances institutionnelles. A partir de 2010, Astrid NÖEL entame un partenariat avec des acteurs locaux institutionnels et associatifs pour construire des projets participatifs constitués en collectifs en mobilisant des personnes en situation de précarité (création d’un Café Solidaire ouvert à tous, relais santé/précarité). Astrid NOEL est également l’instigatrice d’une coopérative d’achats à prix coûtant, accessible à tous, qui ouvrira ses portes prochainement.

**>Maud RENAUD (France)**

Educatrice Spécialisée de formation, Maud Renaud œuvre au sein d’une association se consacrant à l’action sociale qui promeut l’entraide et la solidarité. Forte de ces valeurs, elle est responsable depuis 9 ans d’un établissement accueillant des personnes en situation de grande précarité. Plus que des engagements, elle défend la place centrale à laquelle chaque personne accueillie et accompagnée a droit, la liberté de choix, une équité pour tous.

**>Lionel SAPORITI (France)**

Ancien Educateur Spécialisé et chef de service dans le champ de la grande précarité, Lionel Saporiti est également Docteur en sociologie. Il a soutenu en 2015 une thèse portant sur l’analyse des conditions d’existence de personnes vivant à la rue depuis de nombreuses années hors des circuits de l’assistance. Il est aujourd’hui responsable de formation à l’Institut Supérieur Social de Mulhouse pour lequel il mène également une recherche dans le cadre de la Protection de l’Enfance qui analyse les trajectoires sociales d’adultes anciennement placés.

**>Emmanuelle STURM (France)**

Assistante de service social de formation, Emmanuelle Sturm intervient depuis 15 ans auprès de personnes présentant des troubles psychiques. Actuellement cadre socio-éducatif, elle est responsable du service social au Centre hospitalier de Rouffach (Haut-Rhin). Elle est en charge de la coordination de l'action sociale dans le cadre du projet individualisé de la personne accompagnée. Son action s'inscrit dans une optique territoriale afin d'éviter autant que possible les ruptures de parcours et favoriser l'insertion dans la cité. Venant de terminer le DIU (diplôme inter-universitaire) santé mentale communautaire, ses engagements sont orientés vers un travail de psychiatrie communautaire, d'empowerment et de développement de collaborations partenariales.

**>Sébastien ALEXANDRE (Belgique)**

Actuellement directeur de la Fédération bruxelloise des institutions pour toxicomanes (asbl FEDITO BXL), Sébastien Alexandre a un parcours semé de multiples engagements, tant comme chercheur ou coordonnateur de projets dans le vaste domaine des services sociaux et de la santé en Belgique que dans le cadre de projets européens. Il a notamment mené une recherche-action sur la santé communautaire, a instauré et animé des réseaux de santé mentale, et a contribué à la mise en place du dispositif « Housing First» en Belgique. Enfin, il a eu l'occasion de s'impliquer en réduction des risques, dans l'accompagnement à bas seuil et dans le soin.

**>Muriel ALLART (Belgique)**

Psychologue de formation, Muriel Allart met en oeuvre et coordonne depuis plus de quinze ans des projets dans les domaines de l'action sociale, de la santé mentale, des drogues et de la promotion de la santé, tant au niveau local que régional et européen. Egalement scénariste et productrice, elle a développé plusieurs projets audio-visuels en lien avec la santé et le social, ainsi qu'un long métrage de fiction primé dans plusieurs festivals. Les mêmes fils rouges traversent ces différents engagements : le non-jugement, la participation et la ferme volonté de faire bouger les lignes.

**>Virginie BERTINCHAMPS (Belgique)**

Diplômée de la Haute Ecole Sociale de Charleroi en 1999, Virginie Bertinchamps est engagée comme assistante sociale en 2000 au sein des Hôpitaux Iris Sud (Bruxelles). Elle démarre sa carrière d’AS sur le site Molière Longchamp dans différentes unités de soins (médecine interne, oncologie, chirurgie, orthopédie). Virginie Bertinchamps va également collaborer pendant deux ans avec l’équipe de psychiatrie. En 2010, elle sera nommée coordinatrice du service social pour les trois hôpitaux tout en gardant un pied dans les unités de soins et plus particulièrement en revalidation neurologique sur le site de Molière.

**>Marie DAUVRIN (Belgique)**

Docteure en sciences de la santé publique (2013), Marie Dauvrin est chargée de cours à l'Université catholique de Louvain (UCL) et à la Haute Ecole Léonard de Vinci, à Bruxelles, Belgique. Engagée dans la recherche depuis 2008, ses travaux se concentrent sur l'accès et la qualité des soins pour les populations vulnérables, comme les migrants ou les personnes sans domicile fixe, au niveau organisationnel et politique, que ce soit en Belgique ou en Europe. Ses centres d'intérêt trouvent leur ancrage dans son parcours d'infirmière en santé communautaire, ancrage qui se poursuit dans son implication en tant que bénévole à la Croix-Rouge de Belgique. Elle est également experte Health Services Research au Centre Fédéral d'Expertise des Soins de Santé (KCE).

**>Nicolas DE KUYSSCHE (Belgique)**

Nicolas De Kuyssche dirige l’association bruxelloise Le Forum, qui réunit une cinquantaine d’organisations et de services sociaux qui luttent contre les inégalités sociales. Dialogue avec les professionnels, consultation des personnes vivant la pauvreté, aide à la décision politique et analyse transdisciplinaire : depuis 1983, Le Forum est un lieu de réflexion et de plaidoyer. Nicolas De Kuyssche a travaillé dans des centres d’hébergement pour sans-abri à Cork (Irlande) et à Bruxelles. Ces dernières années, les projets portés par Le Forum l’ont amené à se spécialiser sur les questions de l’accrochage scolaire, de l’insertion par le logement et des spécificités urbaines de l’innovation sociale. Philosophe et journaliste de formation, il travaille également sur les difficultés à faire entendre leur voix que rencontrent les acteurs bruxellois de l’intervention sociale et les personnes qui vivent la pauvreté.

**>Manu GONÇALVES (Belgique)**

Manu Gonçalves est co-directeur du service de santé mentale bruxellois, Le Méridien. Il occupe également le poste de coordinateur santé mentale et précarités pour la LBFSM (Ligue bruxelloise francophone pour la santé mentale). Assistant social de formation, il est aussi psychothérapeute d’orientation analytique et superviseur d’équipe (supervisions cliniques et institutionnelles). Sa pratique professionnelle l’a amené à travailler dans différents secteurs (maisons médicales, service pour toxicomanes, psychiatrie résidentielle et ambulatoire) en prêtant toujours une attention particulière aux situations de précarité et de vulnérabilité des publics d’abord, des professionnels ensuite. Il organise et participe, de par ses fonctions, à plusieurs groupes de travail ou instances portant sur les pratiques professionnelles et les politiques sociales et de santé. Il s’intéresse depuis toujours aux croisements des savoirs, profanes, experts, académiques et à leurs effets sur les pratiques de terrain pour les professionnels et les usagers.

**>Chahr HADJI (Belgique)**

Educateur spécialisé en accompagnement psycho-éducatif de formation, Chahr Hadji travaille depuis plus de 10 ans auprès de personnes sans-abri. Son expérience de travailleur de terrain a débuté dans un centre d’hébergement d’urgence d’où il partait à la rencontre de personnes vivant en rue. Son parcours s’est poursuivi dans différentes institutions avec des sans-abri aux profils variés tels que des familles, des jeunes ou encore des personnes présentant des problèmes d’addiction. Parallèlement à ses activités professionnelles et dans un engagement citoyen de lutte contre les inégalités, il a écrit plusieurs articles à destination du grand public sur les conditions de vie et de prise en charge des sans-abri à Bruxelles.

**>Eric HUSSON (Belgique)**

Eric Husson est assistant social et titulaire d’une maîtrise en Politique Economique et Sociale. Il est coordinateur d’un des sites du Lama ASBL centre ambulatoire médico-social, de prise en charge d’usagers de drogues. Il est également responsable de la Concertation bas seuil (CBS), un groupe d’institutions qui regroupe la MASS de Bruxelles et le centre d’accueil de crise Transit, deux autres structures à bas seuil d’accès en Région bruxelloise. Ces trois institutions développent des stratégies de santé publique et de réduction des risques. La CBS contribue activement avec ses partenaires à l’implémentation du Plan Drogue Bruxellois porté par la Fedito Bxl. C’est dans ce cadre qu’Eric Husson a travaillé sur les salles de consommation à moindre risques, les dispositifs de santé intégrés, et sur de nombreux projets innovants en lien avec l’accès aux soins ou la réduction des risques. Il a également un parcours clinique. Il a été formé à la clinique du double diagnostic lors de son passage à la communauté thérapeutique La Pièce de l’Equipe. Il a participé et animé de nombreuses intervisions et supervisions d’équipe et a acquis une expertise dans le champ des assuétudes. Enfin, il est également chargé de cours à La Haute Ecole Louvain en Hainaut, et enseigne le travail social aux futurs assistants sociaux.

**>Julie KESTELOOT (Belgique)**

Sociologue de formation, Julie Kesteloot coordonne et met en œuvre, depuis 2004, des projets dans les domaines de la coopération internationale, de l’action sociale ainsi que de l’interculturalité et du genre. Actuellement engagée auprès de la Fédération des Services Sociaux (Fdss), elle accompagne le travail des secteurs des centres d’action sociale globale et des centres d’aide aux personnes. Tout au long de son parcours professionnel, elle s’est particulièrement attachée à comprendre les questions du sens, de l’engagement et de l’articulation des enjeux des mécanismes de solidarité et d’exclusion. La mise en lien des acteurs sociaux et le dépassement des particularismes associatifs constituent aujourd’hui le cœur de son engagement professionnel.

**>Caroline LEGRAND (Belgique)**

Caroline Legrand est assistante sociale de formation, licenciée en ingénierie et action sociale. Elle dirige actuellement une maison d'accueil pour familles nombreuses, les Foyers d'Accueil. Sa pratique professionnelle l'a amenée à travailler dans les secteurs de l'aide à domicile et des CPAS ainsi que bénévolement dans les domaines de la jeunesse et de la psychiatrie. Militante au sein du Comité de Vigilance en Travail Social, elle porte une attention particulière aux questions éthiques et déontologiques ainsi qu'à l'évolution des pratiques sociales dans notre société.

**>Maxime MAES (Belgique)**

Travailleur social au sein de l’asbl Alias, service social global pour les hommes travailleurs du sexe à Bruxelles, Maxime Maes est également lui-même travailleur du sexe depuis 6 ans. Investi dans le champ de la réduction des risques et de divers projets militants depuis 2009 (au départ au sein de l’association Keep Smiling à Lyon), Maxime Maes s’est construit une forte expertise de terrain autour des publics les plus marginalisés, et particulièrement des travailleurs du sexe. Toujours très investi dans des dynamiques militantes et d’accès aux droits, il est actuellement président et l’un des membres fondateurs du collectif UTSOPI, association des travailleuses et travailleurs du sexe en Belgique. Il est également membre du bureau d’ICRSE depuis Juin 2016 (International Committee on the Rights of Sex Workers in Europe), le réseau des travailleuses et travailleurs du sexe et des associations qui les concernent en Europe.

**>Corinne MALCHAIR (Belgique)**

Assistante sociale et détentrice d’un master en Ingénierie et actions sociales, Corinne Malchair s’est investie pendant plus de 15 ans dans le travail social de terrain : CPAS, travail communautaire avec des groupes de femmes dans les Marolles, centre de planning familial à Anderlecht dont du travail d’accompagnent social et des animations dans les écoles, collectifs d’alpha… Depuis près de 13 ans elle développe une vision plus globale du secteur social au sein du service d’information sur l’offre social-santé en Région bruxelloise, le Centre de Documentation et de Coordination Sociales, CDCS-CMDC asbl. Elle a effectué plusieurs recherches qualitatives touchant entre autres aux besoins des seniors et aux coordinations sociales locales. Son implication dans le travail en réseau, la mise en lien entre acteurs et la réflexion collective sur le travail social et la société traversent ses engagements professionnels et citoyens.

>**Kris MEURANT (Belgique)**

Assistant social de formation et titulaire d’un master en ingénierie et actions sociales, Kris Meurant travaille depuis 15 ans au sein de l'association Transit, centre d'accueil d'urgence et d'hébergement de crise pour usagers de drogues. Actuellement, il y est coordinateur social et responsable du volet prison. Ses domaines de compétences sont l'aide sociale en faveur des publics précarisés : sans abrisme, toxicomanie, rdr, personnes en situation de séjour irrégulier, justiciables, personnes souffrant de problèmes de santé mentale. Kris Meurant est également investi dans différents champs d’action : il est le co- lanceur d'appel via La CAPB (Concertation Assuétudes Prisons Bruxelles) pour le transfert des compétences de soins de santé des détenus vers la santé publique. Il est également à la base du projet de continuité des soins de 72h pour les détenus sortant de prison. Il est aussi co-fondateur du réseau BITUME (réseau bruxellois d'intervention de terrain pour usagers marginalisés ou exclus) et de l'asbl I.care, laboratoire d'innovations en santé en milieu fermé. Cette asbl est active en promotion de la santé au sein des prisons bruxelloises.

**>Jacques MORIAU (Belgique)**

Sociologue de formation, Jacques Moriau est chercheur et assistant à l’Université Libre de Bruxelles (ULB). Il travaille depuis vingt ans sur les politiques publiques, notamment dans les secteurs de l’action sociale, de l’aide à la jeunesse et de la santé. Il est également chargé de recherches au Conseil Bruxellois de Coordination Sociopolitique (CBCS), l’organisme intersectoriel de coordination des secteurs social et santé francophones bruxellois. Dans ce cadre, il travaille principalement sur l’organisation des services de première ligne. Il a publié de nombreux articles sur les politiques sociales et de santé et, en 2010 avec Guy Lebeer, *(Se) gouverner. Entre action publique et souci de soi* aux éditions Peter Lang. Il termine actuellement une thèse sur la sociologie publique.

**>Laurent NISEN (Belgique)**

Laurent Nisen est sociologue de formation. Après avoir mené pendant 10 ans de nombreuses recherches sur des questions liées à la pauvreté ou au vieillissement, il a pris en 2011 la coordination du Panel Démographie Familiale, un service de l'Université de Liège (ULG) dont les thèmes de recherche sont centrés sur les mêmes intérêts. C'est ainsi qu'actuellement, il supervise, dans le domaine de l'exclusion et de la pauvreté, une recherche qualitative sur le réseau d'associations de lutte contre la pauvreté infantile, une étude quantitative sur le non recours aux droits (non take up) et un projet sur les dispositifs transnationaux destinés à l'enfance. Les questions des inégalités sociales et des déterminants collectifs de celles-ci, au-delà du centrage actuel sur la responsabilisation individuelle, traversent ses préoccupations.

**>Laurence NOËL (Belgique)**

Sociologue de formation, Laurence Noël, a d'abord mené des recherches pour le compte de l’Université Libre de Bruxelles (ULB) ou d’ associations sur les pratiques et approches professionnelles d'aide et/ou de soins (aide aux personnes, soins de santé, travail social, enseignement, bénévolat, réduction des risques...) mais aussi sur les personnes et les situations des personnes en plus ou moins grande précarité en Région bruxelloise. Depuis quelques années, elle travaille à la réalisation du Rapport bruxellois sur l'état de la pauvreté pour l'Observatoire de la santé et du social. Le dernier [rapport thématique 2016](http://www.observatbru.be/documents/news-items/2017-3-rt-2016-pauvrete-sous-protection-sociale-armoede-sociale-onderbescherming.xml?lang=fr) dresse un premier bilan global sur le non-recours aux droits sociaux à Bruxelles.

**>François PERL (Belgique)**

Politologue de formation, François Perl exerce depuis bientôt 20 ans dans le domaine de la politique sociale. Il a décliné cet engagement dans les politiques urbaines, les politiques de santé publique et exerce actuellement des responsabilités dans le domaine de l'invalidité et de la réhabilitation socioprofessionnelle. Son parcours l'a conduit aussi bien dans l'associatif, les institutions de soins ou l'administration et lui a permis de dégager une vision assez complète des questions sociales.

**>Pierre RYCKMANS (Belgique)**

Médecin généraliste de formation, Pierre Ryckmans s’est d’abord consacré à la médecine humanitaire en Afrique, pour ensuite revenir en Belgique sur des projets de médecine sociale. Il met ses connaissances, son expérience de terrain et son analyse au service de la défense des patients et de leurs droits. Le plaidoyer visant un changement plus en profondeur de la société, sur des questions environnementales ou sociétales directement en lien avec la santé, est pour lui un complément indispensable au travail clinique.

**>Yahyâ HACHEM SAMII (Belgique)**

Assistant social et criminologue, Yahyâ Hachem Samii a abordé le travail social de multiples manières : comme travailleur de terrain en santé mentale, auprès des jeunes auteurs d'infractions et dans l'aide aux justiciables, en tant que chercheur, formateur, directeur d'équipe, administrateur d'ASBL. Il suit la question de la criminalisation de la pauvreté dans un contexte de précarisation croissante, mais aussi l'évolution du travail social comme acteur de changement.

**>Lolita SANDRON (Belgique)**

Institutrice préscolaire de formation, c’est en poursuivant un Master en Sciences de l’Education que Lolita Sandron s’est intéressée, pour la première fois, à l’action sociale et communautaire, réalisant plusieurs travaux et un stage dans le domaine. Actuellement engagée comme assistante de recherche dans le Service de Science de la Famille à l’Université de Mons (UMons), elle coordonne, avec beaucoup de passion, un projet « Fonds Social Européen » de pair-aidance en santé mentale et précarités qui inclut de la production de savoirs, de la formation et des intervisions en pair-aidance.

**>Alexandre SIX (Belgique)**

Educateur de formation, Alexandre Six suit actuellement la formation de pair-aidant à l'Université de Mons (UMons). Hospitalisé à plusieurs reprises depuis 2000 pour des problèmes de santé mentale, il est actuellement en résilience depuis environ trois ans et s’investit dans différents projets : la maison des usagers de Namur, l’accueil et le soutien aux sdf avec la Croix-Rouge. Il travaille bénévolement pour le projet Housing-First de Namur où il partage tant avec les bénéficiaires que les membres de l'équipe ses expériences en termes de prise en charge thérapeuthique, problèmes d'assuétudes, souffrance psychique,...

**>Jean SPINETTE (Belgique)**

Après des études de sciences politiques et un engagement au Cercle du Libre Examen, Jean Spinette s’est investi de 1999 à 2006 dans la vie communale de Saint-Gilles aux côtés de **Charles Picqué** : d’abord comme gestionnaire de programmes d’aménagements des quartiers, ensuite comme directeur du service de la culture. Convaincu que la culture est un outil merveilleux pour renforcer la **cohésion sociale**, il a développé et renforcé avec son équipe les infrastructures et projets culturels sur l’ensemble du territoire communal. Il est Président de l’ASBL des Rencontres saint-gilloises qui organise le **Parcours d’artistes.** Président du CPAS de Saint-Gilles depuis 2007, il est convaincu que la lutte contre la pauvreté, pour **l’égalité des chances**, pour l’accessibilité à un **logement** décent et à des soins de santé de qualité pour tous sont les impératifs d’une société plus humaine. Dans le contexte actuel de crise sociale, il a réalisé avec les équipes du CPAS, un travail considérable afin d’offrir aux citoyens saint-gillois un **service public** de qualité axé sur la **prévention**, l’**insertion** sociale et professionnelle et l’accès à la culture. Une attention particulière a également été portée à l’**enfance** et à la **personne âgée**. Il est président de la Conférence des 19 CPAS Bruxellois depuis 2014.

**>Olivier VANGOETHEM (Belgique)**

Après un parcours de sans-abri, Olivier Vangoethem est depuis 5 ans expert du vécu en matière de pauvreté et d'exclusion sociale pour le compte de l'Etat fédéral belge. Il est détaché, comme ses autres collègues experts du vécu, dans un service public belge, le Service Public de Programmation (SPP) Intégration sociale. Ses missions sont l'accompagnement, la création de réseaux, la simplification administrative et l’action en faveur d’un changement des mentalités  pour ce qui concerne la représentation de la pauvreté au sein de l'administration. Il s’agit également de se faire le porte-parole des personnes en situation de grande précarité. L’objectif des experts du vécu est d'intégrer le point de vue des personnes vivant dans la pauvreté au sein des services publics fédéraux et d'améliorer l’accessibilité des services publics, pour tous les citoyens et en particulier pour les personnes les plus vulnérables. Ils dressent des ponts entre l'administration et les citoyens les plus fragilisés.

**>Christine VANHESSEN (Belgique)**

Assistante sociale de formation, Christine Vanhessen a travaillé dans le domaine de la coopération au développement, de l'emploi et du logement. Depuis plus de 11 ans, elle est Directrice de l'AMA, la Fédération des maisons d'accueil et des services d'aide aux sans-abri, qui rassemble plus de 80 membres à Bruxelles et en Wallonie. Sensible aux questions qui concernent notamment la pauvreté, les violences conjugales et l'accès au logement, Christine Vanhessen défend des valeurs d'égalité et de solidarité. Son crédo : « La diversité est une richesse ».

**>Pierre VERBEEREN (Belgique)**

Journaliste de formation, Pierre Verbeeren s'est spécialisé dans la conception et la mise en œuvre de projets et de politiques visant au renforcement de l'égalité effective, dans les secteurs de l'insertion socio-professionnelle, de l'enseignement, de l'intégration sociale, du non-marchand, de l'économie sociale, de la communication, de la gouvernance et aujourd'hui de l'humanitaire et de la santé. En créant des interactions entre secteurs, son obsession est de transformer les obstacles en opportunités, pour créer un nouveau système de justice sociale en rupture avec le modèle individualiste-capitaliste.